

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULÊME

Angoulême, le 1^{er} décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIPPI INDUSTRIE

34 route de La Couronne 16440 Mouthiers-Sur-Boëme

Références : 2025_1460_UbD16-86_Env16

Code AIOT : 0007201449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 novembre 2025 dans l'établissement LIPPI INDUSTRIE implanté 34 route de La Couronne, 16440 Mouthiers-sur-Boëme. L'inspection a été annoncée le 31 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est produite sur demande de M. Julien LIPPI qui souhaitait prendre contact avec l'inspection afin d'échanger sur les orientations retenues pour l'entreprise et le site.

Elle fait aussi suite aux inspections du 2 février 2023 et du 3 octobre 2024 pour lesquelles des non-conformités avaient été relevées. L'inspection de 2023 avait abouti à un arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 27 avril 2023. Même si des non-conformités ont été levées depuis, deux restent encore en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIPPI INDUSTRIE
- 34 route de La Couronne La Fouillouse 16440 Mouthiers-sur-Boëme
- Code AIOT : 0007201449
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LIPPI INDUSTRIE est spécialisée, depuis l'arrêt de l'unité 2 et la vente de l'unité 4 en 2024, dans la fabrication de clôtures de sécurité. Seule l'unité 3 est en activité.

La fabrication consiste en du soudage, montage, de la plastification par application de peinture et vernis par thermolaquage. L'entreprise assure aussi la distribution et la vente de ses produits.

La société est implantée principalement sur le marché français (80%) mais aussi à l'exportation (20%) majoritairement en Afrique ; 40% des clients sont des collectivités.

Il ne reste plus qu'environ 45 personnes sur le site alors que 180 employés étaient présents en 2022.

Le site est en fonctionnement 2 à 3 jours par semaine, selon les commandes, de 7h à 14h30. Certains sont présents les après-midis pour du soudage et de la logistique.

La société est en redressement judiciaire décidé par le tribunal de commerce d'Angoulême le 31 juillet 2025. En raison de la situation actuelle du marché mondial, l'activité est en déclin par manque ou report des commandes.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure / Evolution du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 1.2.1 et 1.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Effluents rejetés dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 4.3.3 et 4.4.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 2.9, 6.2.1 et 6.2.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.5.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Surveillance des rejets – prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
6	Traitement des fumées – consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués ne permettent toujours pas de considérer que la mise en demeure préfectorale du 27/04/2023 est respectée.

L'exploitant a attendu la vente de l'unité 4 pour obtenir des finances afin de régler des créanciers mais aussi pour pouvoir investir dans son outil composé des unités U1, U2 et U3. Pendant ce temps, il a avancé sur les deux points en cours dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure d'avril 2023 en proposant des solutions techniques afin de permettre l'installation des moyens de lutte incendie appropriés en mettant en place une bache souple complémentaire comme réserve d'eau mais aussi concernant la rétention des eaux d'extinction incendie ou polluées.

Ces solutions doivent être mises en place courant 2026 (1^{er} semestre au plus tard) ; à noter que la mise en conformité du site sur le volet incendie et confinement est associée à un coût d'environ 100 k€ (il convient de rappeler que cette mise en conformité est prescrite par un arrêté préfectoral pris en 2021 et aurait intervenir au plus tard fin 2022).

Les bâtiments U1 et U2 allant être vides une fois que les machines seront vendues et que le stock aura été transféré dans l'unité 3, l'exploitant envisage de les louer à des entreprises pour de la logistique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 1.2.1 et 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : <u>Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</u> <ul style="list-style-type: none">• 3260 : A^(*) - Traitement de surface des métaux - U3 = 28 m³, U4 = 12,3 m³ - Total = 40,3 m³;• 2940-3 : E^(*) - Application peinture, vernis - U3 = 1 200 kg/j, U4 = 300 kg/j - Total = 1 500 kg/j;• 2560 : DC^(*) - Travail mécanique des métaux et alliages - U2 = 225 kW, U3 = 167 kW, U4 = 100 kW - Total = 492 kW;• 2661 : D^(*) - Transformation de polymères - U2 = 2 t/j;• 2563 : DC^(*) - Nettoyage, dégraissage de surface quelconque - U3 = 6 000 L;• 2910-A : DC^(*) - Combustion - Chaudière gaz naturel = 2,325 MW, 5 Brûleurs gaz U4 = 2,9 MW - Total = 5,225 MW;• 2915-2 : D^(*) - Procédés de chauffage avec fluide caloporteur - Total = 7 000 L. <p>(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration sous Contrôle périodique), D (Déclaration).</p> <p>[...]</p> <u>Article 1.2.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature eau</u> <ul style="list-style-type: none">• 2.1.5.0 : D^(*) - Rejet eaux pluviales dans les eaux douces - Surface totale = 102 224 m² (U1 à U4). <p>(*) D (Déclaration).</p>
Constats : Suite à la vente de l'unité U4 en 2024 à la société QUAGLIA, la situation administrative du tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées de l'exploitation LIPPI INDUSTRIE a évolué. Le volume de traitement de surface a diminué de 12,3 m ³ , déclassant le site de la rubrique 3260 par rapport à la directive IED. La rubrique 2565 la remplace. La situation ICPE pourrait être celle-ci : <ul style="list-style-type: none">• 2565 : E - Revêtement métallique ou traitement - U3 = 28 m³;• 2940 : E - Application de peinture, vernis - U3 = 1 200 kg/j;• 2560 : DC - Travail mécanique des métaux et alliages - U3 = 167 kW;• 2563 : DC - Nettoyage, dégraissage de surface quelconque - U3 = 6 000 L;• 2910 : DC - Combustion - 1 chaudière gaz naturel = 2,325 MW;• 2915 : D - Procédés de chauffage utilisant fluide caloporteur - U3 = 7 000 L. Par rapport à l'article 1.2.2 sur la nomenclature eau, la rubrique évolue aussi avec la surface de l'unité 4 en moins. Elle pourrait correspondre à ceci : <ul style="list-style-type: none">• 2.1.5.0 : D - Rejets eaux pluviales dans les eaux douces - 83 607 m². L'exploitant précise que des postes de soudage, de découpe et d'autres utilisant des machines ont été ajoutés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire le point sur les rubriques de la nomenclature des installations classées par rapport à sa situation d'activité en cours en prenant en compte les nouveaux postes qui pourraient être intégrés dans la rubrique 2560 s'il ne s'agit que de machines électriques. Ces mises à jour doivent être intégrées dans le porter à connaissance que doit fournir l'exploitant à l'inspection afin que ce tableau de rubriques corresponde à la réalité de l'activité actuelle. Ces éléments seront précisés dans le projet d'arrêté préfectoral en projet dont une première version a été communiquée à l'exploitant il y a plusieurs mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Effluents rejetés dans le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 4.3.3 et 4.4.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux dans le milieu naturel		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite qui avait été actée : Susceptible de suite• date d'échéance qui a été retenue : 30 jours		
Prescription contrôlée : <u>ARTICLE 4.3.3. Localisation des points de rejet</u> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :		
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1	
Coordonnées	45.578056 - 0.118994	
Nature des effluents	Eaux pluviales - U1 à U3	
Traitement avant rejet	Bâche à eau	
Exutoire du rejet	Milieu naturel, fossé communal	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2	
Coordonnées	45.579542 - 0.118994	
Nature des effluents	Eaux pluviales - U1 à U3	
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures puis bassin d'infiltration	
Exutoire du rejet	Milieu naturel, infiltration	
<u>4.4.2.1 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales</u> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-après : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 à 3		
Paramètres	Code SANDRE	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	1305	35
DCO	1314	125

DBO5	1313	30
HCT	7009	5

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 40 100 m² (U1, U2 et U3). + 12 500 m² (U4) = 52 600 m².

Constats :

Le site actuel a deux points de rejets des eaux pluviales de voiries. Il semblerait que les eaux pluviales de toitures rejoignent les eaux pluviales de voiries sans que les réseaux ne soient séparatifs.

Comme le spécifie l'article 4.3.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/01/2021, les eaux pluviales (entre celles de toitures et celles de voiries) doivent être séparées. Ce qui ne semble pas être le cas actuellement.

De plus, des analyses n'ont toujours pas été faites en sortie de séparateurs d'hydrocarbures depuis 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire le point de la situation sur l'évacuation des eaux pluviales afin de bien séparer les eaux météoriques des toitures de celles de voiries (pouvant être potentiellement polluées). Cela doit bien apparaître dans le porter à connaissance que doit fournir l'exploitant.

Des analyses doivent être faites rapidement afin de vérifier que les eaux rejetées vers le milieu naturel ont des valeurs conformes à celles mentionnées dans l'article 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/01/2021 et aux paramètres complémentaires listés dans les arrêtés ministériels applicables à l'établissement.

Dans le porter à connaissance à transmettre, l'exploitant doit proposer un programme de surveillance reprenant tous les paramètres opposables à son activité actuelle et à ses activités potentielles (dont la liste doit être arrêtée et détaillée, via les rubriques ICPE concernées, dans le PAC sus-cité).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 6.2.1 et 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux acoustiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite qui avait été actée : Susceptible de suite
- date d'échéance qui a été retenue : 30 jours.

Prescription contrôlée :

--	--	--

ARTICLE 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites de propriété

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

Aucune mesure acoustique n'a été faite depuis l'inspection de février 2023.

Lors de la campagne de 2021, il y avait une non-conformité en émergence à un point. Selon l'exploitant, le micro de mesure était implanté sur le parking à l'intérieur du site, en bordure de talus, près de la limite de propriété.

Il est rappelé que les mesures en émergence se font à l'extérieur du site, à proximité des habitations les plus proches.

Au besoin, l'exploitant a précisé que la configuration du talus de terre pourra être revue le cas échéant pour renforcer sa fonction de réduction du bruit en provenance des installations vers le voisinage immédiat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit refaire une campagne complète de mesures acoustiques et transmettre le rapport à l'inspection.

L'exploitant s'assurera que les mesures en émergence se feront aux abords des habitations les plus proches du site telles que la maison isolée au nord et les résidences du lotissement à l'embranchement de la route de La Couronne et du chemin du Chataignier sur la commune de Moutheirs-sur-Boëme.

Dans le cas où des dépassements de limites acoustiques seront mis en évidence, l'exploitant précise les actions correctives envisagées pour y remédier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Mise en demeure respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 12 mois.

Prescription contrôlée :**ARTICLE 7.5.4. confinement**

Des mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités et pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume de rétention nécessaire est défini de la façon suivante :

- Pour U1, U2 et U3 : Les eaux de ruissellement sont collectées et dirigées vers un bassin de rétention de 1470 m³ à l'est de la zone, isolé du bassin d'infiltration de 250 m³ par une vanne de coupure.
- [...]

Ces dispositifs sont mis en place avant le 31 décembre 2022.

Une procédure est rédigée afin d'isoler ces moyens de confinement du milieu naturel, en cas d'incendie ou de déversement accidentel devant être recueilli dans la lagune incendie.

Les substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident dont les eaux d'extinction collectées sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Des mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités et pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

L'exploitant doit réaliser les rétentions incendie avant le 31/12/2022.

Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure 27/04/2023

Article 2 - La société LIPPI INDUSTRIE exploitant une installation de fabrique de clôtures sise 34 route de La Couronne sur la commune de Mouthiers-sur-Boëme est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé du 21 janvier 2021 :
 - [...]
 - dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté, pour le dispositif de confinement associé aux bâtiments U1, U2 et U3 ;

Constats :

L'exploitant n'a toujours pas de système de rétention des eaux d'extinction incendie mais étudie sa mise en place.

La solution envisagée serait de monter un mur d'environ 60 cm de hauteur le long de la route de La Couronne et d'installer, de part et d'autre, des blocs contenant un système gonflable de type WATERGATE (barrage souple autobloquant sous la pression de l'eau). L'objectif serait de retenir les eaux polluées au niveau du parking longeant la route départementale car c'est le point bas du site. Selon l'exploitant, cela permettrait de disposer d'une capacité de confinement de plus de 1300 m³.

Il lui appartient également de s'assurer que :

- les volumes dans les réseaux et dans les bâtiments permettent de compléter le volume requis pour atteindre la cible évaluée au titre de la règle D9A ;
- la présence de zones enherbées au niveau du parking doit conduire à prendre des dispositions pour réduire la possibilité d'infiltration sur ces secteurs.

Sur ce dernier point, l'exploitant peut étudier la possibilité de réaliser des mesures de perméabilité des sols pour connaître la vitesse d'infiltration des eaux d'extinction et de souscrire une convention avec un opérateur pour déclencher les pompages des eaux d'extinction de façon

réactive.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si l'exploitant retient la solution du mur surélevé et des WATERGATE, il doit éviter les zones perméables (zones enherbées) qui pourraient être inondées ou proposer toutes dispositions pour assurer une gestion réactive des eaux d'extinction (par pompage et envoi dans des filières déchets).</p> <p>L'exploitant tient l'inspection informée de la solution retenue et l'intègre dans le porter à connaissance attendu.</p> <p>L'échéancier de mise en œuvre ainsi que les modalités techniques (intégrant également la capacité de confinement qui sera rendue disponible par le déploiement de la solution retenue) devront être précisés dans le porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau d'extinction incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Mise en demeure respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 12 mois.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>ARTICLE 7.7.3. Ressources en eau</u></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les ressources en eau disponibles sur le site doivent être de 1 020 m³ pour 2h, soit un débit de 510 m³/h. Elles sont constituées de : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un bassin de récupération des eaux pluviales d'un volume utile de 240 m³ situé entre U1 et la RD35 ; ◦ une bâche souple de 660 m³ à proximité de U1 ; ◦ un poteau incendie de 60 m³/h implanté à proximité de U4 sur la voie publique ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • d'un système de détection automatique d'incendie ; • de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque et des pelles. <p><u>Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/04/2023</u></p> <p>Article 2 - La société LIPPI INDUSTRIE exploitant une installation de fabrique de clôtures sise 34 route de La Couronne sur la commune de Mouthiers-sur-Boëme est mise en demeure de respecter :les dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé du 21 janvier 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, pour la mise en place de la bâche souple de 660 m³ ; ◦ dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté, pour l'ensemble des moyens incendie.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant prévoit, dans les mois à venir, la mise en place d'une réserve souple d'incendie de 650 m³ au fond du parking de véhicules légers au nord-ouest du site afin de compléter les moyens d'extinction incendie présents.</p> <p>Le projet est bien avancé ; l'exploitant ayant pris l'attache de différents prestataires pour la mise en œuvre de ladite réserve.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tient l'inspection informé de l'évolution de ce projet qui doit être intégré dans le porter à connaissance. L'échéancier de mise en œuvre des moyens complémentaires pour garantir une défense incendie conforme du site, doit être transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Traitement des fumées – consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite qui avait été actée : Susceptible de suite • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de surveillance et d'exploitation ainsi que de maintenance préventive au niveau des installations de captation, traitement et rejets des émissions de traitement de surface ont été rédigées ainsi que les instructions d'entretien du tunnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Surveillance des rejets – prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets, prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite qui avait été actée : Susceptible de suite• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois.
Prescription contrôlée : <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p><u>Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 :</u></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Constats : <p>Les dernières mesures de rejets atmosphériques ont été faites le 18/09/2023. Les mesures relevées ont des valeurs conformes aux seuils réglementaires.</p> <p>Mais ces mesures sont incomplètes parce qu'elles n'ont pas été faites à la sortie de tous les rejets atmosphériques canalisés.</p> <p>Aucune autre mesure n'a été faite depuis la campagne de septembre 2023.</p> <p>L'exploitant a précisé que d'ici la fin de l'année 2025, des mesures seront bien réalisées pour les installations en fonctionnement à savoir celles de U3 et de la chaudière.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Avec l'évolution de son activité, l'exploitant doit faire un point de situation sur les conduits des rejets canalisés et intégrer cette mise à jour dans le porter à connaissance à transmettre à l'inspection.</p> <p>L'inspection fait remarquer à l'exploitant que des fréquences d'analyse des rejets atmosphériques diffèrent selon les conduits puisque certaines mesures sont à faire tous les ans et les autres sont à faire tous les 3 ans (cf. article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/01/2021). Ces fréquences seront maintenues et appliquées aux émissions canalisées respectives.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, le rapport d'analyse des rejets atmosphériques, dont la campagne de mesure est prévue d'ici fin 2025, pour les conduits associés à des installations en fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois